

Comment gérer l'impossible confinement en Afrique

DOSSIER nouvelobs.com/coronavirus-de-wuhan/20200413.OBS27450/comment-gerer-l-impossible-confinement-en-afrique.html

Sarah Diffalah, *L'Obs*, 13 avril 2020



Le marché de Nakasero, à Kampala, en Ouganda, le 7 avril 2020

A Nairobi, au Kenya, un enfant de 13 ans a été tué par balle, des policiers ayant ouvert le feu pour faire respecter le couvre-feu nocturne. Dans le quartier sensible d'Alexandra à Johannesburg, l'armée a été déployée pour faire appliquer l'ordre de confinement. Comme dans de nombreux autres townships surpeuplés d'Afrique du Sud, les habitants récalcitrants ont été molestés et humiliés par certains membres des forces de l'ordre. Dans le quartier populaire Yopougon à Abidjan, en Côte d'Ivoire, un centre d'accueil des malades du Covid-19 a été saccagé. A Kinshasa, la capitale du Congo, le confinement a dû être reporté face à la pression sociale seulement quatre jours après sa mise en place.

Le confinement semble une utopie en Afrique. Partout sur le continent, les mesures prises pour lutter contre la propagation du coronavirus sont difficiles à respecter et à faire respecter. Face à cette réalité, le chef de l'Etat béninois, Patrice Talon, a abandonné l'idée d'un confinement, même partiel. « *Si nous prenons des mesures qui affament tout le monde, elles finiront très vite par être bravées et bafouées,* » a-t-il déclaré, non sans reconnaître que la situation est « *vraiment grave* » et « *le risque grand* ».

Au Maroc, le confinement impossible met la population en danger face au Covid-19

Avec environ 700 décès sur le continent – des chiffres sous-évalués selon les experts – et des cas de contamination qui augmentent rapidement, l'épidémie pourrait en effet faire des ravages si elle poursuit librement sur sa lancée. Dans la majorité des pays africains, les systèmes de santé sont en effet défaillants et risquent d'être très vite débordés.

Dilemme

Le dilemme est, pour l'heure, insoluble. En l'absence d'alternative pour réduire la diffusion du virus, tous les pays de la planète, à de rares exceptions, ont adopté le confinement, méthode recommandée par l'Organisation mondiale de la Santé comme principale mesure de lutte contre la propagation de la contagion.

Mais si cette stratégie est possible dans les pays du Nord qui peuvent déployer, outre des mesures d'accompagnement social, des compensations des pertes de revenus, elle est rendue impossible en Afrique par l'absence de couverture sociale généralisée. Les populations sont largement cantonnées au secteur informel pour travailler et subvenir à leurs besoins, et doivent sortir tous les jours pour gagner de l'argent.

Compliqué également de demander aux familles les plus modestes de rester toute la journée enfermées dans des habitations où règnent la promiscuité et l'insalubrité. Ou d'exiger d'elles une « distanciation sociale » alors que la cohabitation est souvent la règle. Quant à l'application des mesures d'hygiène, elle n'est pas réaliste quand l'accès à l'eau courante est limité, et le savon un luxe. *« 70 % de la population urbaine africaine vit dans des quartiers populaires et précaires à forte densité », rappelle le sociologue ivoirien Francis Akindes, professeur à l'université de Bouaké. « La mobilité lui permet de décongestionner le domicile familial à certaines heures de la journée. Les personnes de condition modeste sont dans la conquête de l'espace habité. Avec le confinement, ces espaces habités deviennent rares et la distance est rétrécie. Le confinement représente pour elles un accroissement de la promiscuité », ajoute-t-il.*

De nombreuses voix, jusque dans les rangs du FMI, s'élèvent pour mettre en garde contre un confinement dont le coût humain serait plus lourd que celui de la maladie elle-même. Si une poignée de présidents africains a finalement ordonné à ses habitants de rester chez eux, ils ne savent pas combien de temps ils pourront tenir. L'OMS l'admet. Sa directrice Afrique, le Dr Matshidiso Moeti, estime qu'*« une fois que vous avez invité les populations à rester chez elles, eh bien, le problème n'est pas pour autant réglé. »* Le Dr Michel Yao, responsable des opérations d'urgence de l'OMS en Afrique, souligne : *« L'OMS n'a pas recommandé le confinement comme mesure automatique. Cela fait partie des mesures de contrôle, mais elles doivent être basées sur des analyses et des preuves. Si dans un pays il n'y a que des cas sporadiques, ce serait excessif d'établir un confinement généralisé, compte tenu des inconvénients économiques que cela peut provoquer. »* Aussi préconise-t-il des confinements localisés en fonction de l'étendue des contaminations. *« Certains pays ne confinent qu'une ville ou qu'un quartier »* dit-il.

Surveillance communautaire

Surtout, il appelle à des mesures d'accompagnement indispensables, adaptées aux contextes locaux. D'un point de vue sanitaire d'abord. Dans la plupart des réseaux de surveillance de la maladie en Afrique, il existe une « *surveillance à base communautaire* » développée lors des récentes épidémies. Il s'agit de structures décentralisées, dirigées

par des « *agents communautaires* », des chefs de quartiers. « *On réactive ces cellules qui peuvent remonter les informations sur des cas élevés de maladies respiratoires ou d'autres complications liées au coronavirus, par exemple* », détaille le Dr Yao.

Une autre approche, que l'OMS appelle « *recherche active* » peut être utilisée. Elle consiste à passer dans les quartiers, famille par famille, et dans les centres de santé, pour détecter des cas qui auraient échappé à la surveillance, notamment si les populations sont confinées. « *Nous avons mis en œuvre ce système lorsque l'épidémie d'Ebola a pris de l'ampleur. Nous nous sommes appuyés sur des ONG et des relais communautaires pour détecter, isoler les malades et suivre leurs contacts pour réduire la chaîne de transmission* », poursuit le médecin de l'OMS. Enfin, il estime que la détection par des tests s'avérera essentiel, mais reconnaît que leur disponibilité est limitée

Crainte de violences

La sensibilisation aux mesures prises par les autorités est essentielle, davantage encore sur le continent africain, tant est grande la défiance envers les gouvernants, et alarmante la diffusion de fausses informations qui prospèrent sur ce manque de confiance. Francis Akindes explique :

"« *Une partie de la population nie la réalité du virus. Elle estime que la maladie est arrivée avec des personnes qui prenaient l'avion, qu'elle est donc une 'maladie de riches'. Le Covid-19 est ainsi associé au monde des gouvernants vis-à-vis desquels ils ont des rancunes.* »"

A Abidjan, de tout nouveaux centres de lutte contre la pandémie ont été détruits avant même l'achèvement des chantiers, aux cris de « *On veut pas !* ». « *Lorsque j'ai travaillé sur Ebola, j'ai observé les mêmes comportements. On ne veut pas voir la présence de la maladie et on estime que la maladie doit rester là où elle, c'est-à-dire dans les pays occidentaux* », souligne le sociologue. « *Dans de nombreux pays africains, il y a une tendance à banaliser l'épidémie de coronavirus, les morts paraissent lointains. La peur virale n'a pas encore pris* ».

L'Etat est obligé de monter au créneau et de recourir à la force, ce qui entraîne de nombreux affrontements. Francis Akindes prévient : « *Nous sommes encore, en Côte d'Ivoire, dans un schéma vertical, du haut vers le bas, des gouvernants vers les populations. Ces dernières voient cela comme une violation de leur monde. Et je crains qu'avec le temps, cela ne devienne une source de violence contestataire.* »

Les moyens de communication classiques comme les affiches et les tracts intimant l'ordre de rester chez soi ont leurs limites. « *Ça peut parler aux membres du Rotary club, mais pas aux habitants des bidonvilles ! On doit élaborer une communication qui ne soit pas une simple réplique de ce qui se fait dans les pays occidentaux, où les réalités sociales et culturelles n'ont rien à voir avec les nôtres.* » souligne Francis Akindes.

Relais d'opinion

Pour améliorer la communication, on remet au goût du jour l'engagement des communautés, sur le modèle de la lutte contre Ebola. « *Il faut que les populations*

comprennent pourquoi on prend ces mesures, sinon on ne pourra pas obtenir leur concours », estime le Dr Yao. Les autorités nationales ne peuvent se passer des chefs locaux, souvent les seuls à même de relayer certains messages et recueillir l'adhésion des communautés, surtout à l'intérieur des terres. « Je préconise une communication de proximité pour expliquer aux gens, dans les langues et les registres qui sont les leurs, ce qu'est la maladie, la manière dont elle évolue, et comment protéger les aînés, les plus vulnérables. Ensuite, on peut demander aux gens de participer à l'organisation et à la gestion du risque », juge Francis Akindes, qui évoque le rôle joué par les leaders religieux, mais aussi les crieurs publics.

« En Afrique, il y a trop d'informations contradictoires sur le coronavirus »

Toutefois, l'expérience d'Ebola a également montré que le rôle prescripteur de ces relais tend à s'effacer auprès des plus jeunes. De plus en plus, les passeurs sont donc recherchés dans des catégories différentes – étudiants, médecins, personnalités publiques ou stars populaires – qui délivrent des messages simples sur les réseaux sociaux massivement utilisés par les Africains. *« En ces temps où, selon la formule, 'les références se mondialisent et les personnes s'individualisent', les sources et les relais de transmission des savoirs peuvent être assez différents, y compris pour deux personnes du même groupe social »,* indique Alice Desclaux, anthropologue et médecin, qui participe à un programme sur la circulation de l'information sur le coronavirus à Dakar.

Appui de l'aide internationale

Reste encore à pallier aux conséquences économiques potentiellement désastreuses pour des populations privées de revenus. Selon l'association Action contre la faim, empêcher les gens de travailler sur un continent où 200 millions de personnes sont déjà sous-alimentées, revient à les mettre sur la voie de la famine.

Une aide internationale massive s'avère indispensable. L'ONU, les gouvernements africains et des ONG ont appelé en urgence à la solidarité internationale et à l'annulation de la dette. Les Nations Unies estiment à 500 milliards les besoins financiers de santé. L'Union européenne va garantir plus de 15 milliards d'euros pour aider les pays les plus vulnérables, en Afrique et dans le reste du monde.

La France quant à elle va consacrer près de 1,2 milliard d'euros, en réorientant ses fonds pour l'aide au développement, dont 1 milliard sous forme de prêts, ce qui n'a pas manqué de susciter les critiques d'ONG françaises qui réclament une aide additionnelle. Oxfam, de son côté, recommande l'octroi d'une aide financière directe aux personnes les plus touchées, un soutien prioritaire aux petites entreprises, et que l'aide financière aux plus grandes soit conditionnée à des mesures en faveur des populations vulnérables.

« Il y a urgence à agir. Priorité est à la préparation, le combat peut encore être gagné. Il ne faut pas attendre que la situation se dégrade, prévient le Dr Yao. Si on investit maintenant dans l'aide à l'Afrique, on peut éviter la catastrophe sanitaire et économique, l'aggravation de

la pauvreté, les révoltes populaires... Beaucoup de pays n'ont pas encore atteint le seuil critique, mais chaque jour qui passe est un pas de plus vers une explosion de la pandémie. »